

De la Côte d'Ivoire au Gabon, la Françafrique craque

- Actualité politique internationale - Afrique -

Publication date: samedi 1er octobre 2016

Description:

Nous reprenons ci-après des extraits d'une analyse de Diagne Fodé Roland

Que se passe-t-il au Gabon ? Pourquoi le gouvernement et les médias français ont-ils pris position contre le clan Bongo qui a servi pendant 50 ans les intérêts de l'impérialisme français et soutiennent-ils son rival Ping, lui-même créature de ce clan ? [...]

Il va de soi que les peuples n'ont aucun intérêt à prendre partie pour un clan interne contre l'autre ni pour une ancienne puissance impérialiste contre une autre[...]

De la Côte d'Ivoire au Gabon, la Françafrique craque

La voie qui s'offre aux peuples est celle de la constitution d'organisations indépendantes en lutte pour la souveraineté et le socialisme.[...]

AR

01.10.16

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Extraits d'une analyse de Diagne Fodé Roland

Que se passe-t-il au Gabon ? Pourquoi le gouvernement et les médias français ont-ils pris position contre le clan Bongo qui a servi pendant 50 ans les intérêts de l'impérialisme français et soutiennent-ils son rival Ping, lui-même créature de ce clan ?

Les extraits de cette analyse donnent un éclairage très instructif sur l'enchevêtrement et l'interaction des conflits internes et externes. Aiguïsement des querelles entre divers clans mafieux-bourgeois de l'Afrique soumise au diktat des pro et anti-français. Accentuation des contradictions entre anciennes et nouvelles puissances impérialistes engagées dans une lutte sans merci pour le contrôle des richesses de la planète. Telles sont les deux facettes étroitement liées des contradictions qui agitent tous les pays africains à des degrés divers suivant le niveau de docilité de leurs dirigeants, la combativité de leurs peuples et les capacités de manipulation des anciens colonisateurs et de leurs rivaux.

Il va de soi que les peuples n'ont aucun intérêt à prendre partie pour un clan interne contre l'autre ni pour une ancienne puissance impérialiste contre une nouvelle autre, fût-elle russe chinoise, brésilienne, sud-africaine ou autre. La voie qui s'offre aux peuples est celle de la constitution d'organisations indépendantes en lutte pour la souveraineté et le socialisme. C'est dans cette voie et à condition que ces organisations aient au préalable conquis le pouvoir que les peuples peuvent explorer la possibilité d'exploiter en leur faveur les contradictions inter-impérialistes.

AR

01.10.2016

« Des opinions embarrassées et contradictoires sur le conflit électoral au Gabon traversent les milieux progressistes africains. Les uns appellent à en finir avec la dynastie Bongo et les autres se méfient de Jean Ping qui fut membre de la garde rapprochée de feu Omar Bongo. La manipulation de la »gabonité", qui rappelle l'ethnisme politique qui a marqué les affrontements électoraux en Côte d'Ivoire, ajoute à la confusion. Quelles sont les similitudes et les différences entre les deux candidats au Gabon ? Quelles sont les contradictions qui agissent sous le spectacle des quolibets polémiques des joutes et luttes politiques dans ce pays qui fut dirigé par l'une des figures les plus marquantes de la Françafrique, le père Bongo ? Quels sont les enjeux pour l'Afrique et les peuples d'Afrique qui se cachent derrière les apparences trompeuses du conflit électoral au Gabon ? Quels parallèles peut-on établir entre le Gabon aujourd'hui et la Côte d'Ivoire hier ?

L'impérialisme source de l'ethnisme ivoirite et gabonite

En Côte d'Ivoire, L. Gbagbo, sans être un chantre de « l'ivoirité », a concilié avec et bénéficié de l'ethnisme ivoirite dans le contexte de la partition de fait du pays et d'une rébellion fomentée pour l'empêcher de gouverner et lui imposer le processus électoral piégé qui lui sera ensuite fatal. Au départ le conflit politico-judiciaire sur la question absurde et dangereuse de « l'ivoirité » reflétait l'incapacité de la classe politique néocoloniale ivoirienne à solutionner la crise économique, sociale et politique née des diktats libéraux du FMI.

De façon générale en Afrique le système néocolonial a fait se succéder aux dictatures militaires ou civiles des années 60/70, le « multipartisme des gestionnaires et technocrates » dans les années 80/90, puis maintenant le « multipartisme ethnique, religieux et/ou régionaliste ». Mais la source de ces dérives ethnicistes est le système colonial et néocolonial lui-même. C'est ce que confirme le socialiste français Guy Labertit qui avoue que « le concept de l'ivoirité est venu de certaines institutions internationales qui ont trouvé cette formule tristement géniale pour répondre à une situation de crise économique en Côte d'Ivoire ». Le journal patronal français Les Echos du 27/12/99 montre l'imbrication totale entre les intérêts de la Françafrique et les contradictions internes ethnicistes en Côte d'Ivoire pour expliquer le coup d'état de Noël 1999 : « Comme le général Gueï, Paris avait pourtant contribué à installer Henri Konan Bédié dans le fauteuil vacant de Félix Houphouët Boigny... parce qu'il risquait de faire voler en éclats la « vitrine » de son pré-carré en Afrique. Parce que l'instabilité politique croissante à Abidjan commençait à porter préjudice aux importants intérêts économiques tricolores dans le pays. La Côte d'Ivoire est le deuxième client de la France en Afrique Noire (5,3 milliards de francs d'achats en 1998). L'Hexagone y détient une part de marché de près de 30%... ».

Comme on le voit le Gabon n'échappe pas à cette stratégie oppressive de l'impérialisme Françafricain notamment. En effet, c'est dans son livre intitulé « Nouvelles Affaires africaines. Mensonges et pillages au Gabon » édité chez Fayard, en octobre 2014 que Pierre Péan, un des experts Françafricains, affirme que M. Ali Bongo ne serait pas un Gabonais d'origine. Aussitôt les transfuges écartés du pouvoir du clan Bongo, qui forment pour l'essentiel l'opposition gabonaise actuelle, en ont fait leur discours de campagne en instrumentalisant dans ce sens la constitution gabonaise qui dit que le président de la République doit être un Gabonais de naissance. C'est ainsi qu'est importée de France de toute pièce la pathologie politique de la « gabonité » qui dénie à Ali Bongo d'être le fils de son père tout comme le fait l'opposition Mobutiste avec J. Kabila au Congo Démocratique. Il est même organisé le dépistage d'une « légion étrangère » Béninoise, Sénégalaise, etc, qui règnerait sur le Gabon tout comme hier pour les Burkinabés ou les Maliens en Côte d'Ivoire.

Le nouveau Foccard de la politique africaine de l'impérialisme Français, Albert Bourgi, va entrer en scène comme l'écrit un camarade observateur avisé de la politique gabonaise : « Du coup en France, il a été décidé de renouveler le personnel politique en écartant Ali Bongo, et Jean Ping a été préparé, puis, à lui, ont été joints Casimir Oyé Mba et l'ex-président de l'Assemblée Nationale du Gabon. Rappelons que toute cette clique de politiciens réactionnaires ont eu à servir et cirer les bottes du père Bongo qui les a fabriqué durant tout son règne. Casimir Oyé Mba fut gouverneur de la BEAC à Yaoundé, il fut d'ailleurs le premier gouverneur noir de cette banque centrale. Jean Ping a été le gendre de Bongo Omar puisqu'il a épousé Pascaline Bongo, celle là même qui du temps du père Bongo contrôlait tous les marchés. C'est donc une affaire entre beaux parents ? ».

Le rôle génocidaire des ingérences impérialistes en Afrique est aussi illustré par l'implication et de la responsabilité de l'impérialisme Français dans le crime contre l'humanité qui a été le génocide ethnofasciste au Rwanda. C'est l'impérialisme Français, dirigé par le social-démocrate impérialiste Mitterrand, qui a formé et préparé le Hutu Power en 1990 et 1994 date à laquelle a été fomenté le génocide en terre d'Afrique en avril 1994. C'est aussi l'armée française dénommée « turquoise » qui a protégé et exfiltré les génocidaires au Kivu en République Démocratique du Congo (RDC). Une conclusion s'impose : plus vite les troupes françaises partiront, sans oublier USAFRICOM, plus on peut espérer qu'une telle menace s'éloignera.

L'unité ou la désunion dans les Etats post-coloniaux d'Afrique est jusqu'ici déterminée par l'impérialisme selon ses intérêts coloniaux ou néocoloniaux. L'AOF, l'AEF ont été unies sous la domination coloniale et quand il a été question pour les peuples africains, après le congrès fondateur du RDA à Bamako en 1946, d'aller unis vers l'indépendance, l'impérialisme a balkanisé en créant les actuels Etats en s'appuyant sur des bourgeois compradores, Houphouët, Senghor, etc., avant de les unifier à nouveau sous sa mainmise par la monnaie unique le franc cfa avec l'Uemoa et puis avec la Cedeao, et par les accords de présence militaire imposés par la Françafrique.

Pourquoi avoir capturé Gbagbo et cherché à écartier Ali Bongo ?

Ceux et celles qui, hier, s'étaient laissés abusés par le « tout contre Gbagbo » au nom de la lutte contre le fascisme ivoiritaire ont pu après coup regretter leurs positions naïves au vu des résultats objectifs que cela a produit. Les manigances ouvertement anti-Gbagboistes de l'ONUCI et de l'opération Licorne ont clairement servi le plan des impérialistes qui a consisté à utiliser les élections pour se débarrasser de lui, puis de capturer et d'embaïster Gbagbo avec en prime le scandale d'un procès à la CPI où toute l'accusation se révèle un grossier mensonge fabriqué de toute pièce.

Le « tout sauf Ali Bongo », s'il aboutit à son renversement conformément au plan des impérialistes français, finira aussi pareillement tout comme on l'a vu en Libye avec la destruction de l'Etat et l'assassinat crapuleux de Khadafi. C'est ainsi que l'impérialisme instrumentalise la « démocratie » pour atteindre ses objectifs prédateurs.

A la différence de Gbagbo, Ali Bongo, successeur de son père tout comme le fils Eyadéma, est partie prenante des réseaux françafriens. Mais le passage en cours du monde unipolaire, dominé sans partage par les USA alliés à l'UE, au monde multipolaire fait ses effets. Les pays « émergents » comme la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, l'Iran, etc, investissent de plus en plus en Afrique où les parts de marchés et la mainmise occidentale reculent sur le plan économique.

Les Etats néocoloniaux Africains ont ainsi de nouvelles opportunités de financements et de faire des « affaires ». L. Gbagbo envisageait de tourner le dos à la Françafrique, à l'Eurafrrique et à l'Usafrique. Ali Bongo lui a choisi de diversifier les relations économiques au point que la Chine est devenue le premier investisseur et partenaire économique du Gabon. Le coup d'Etat en Centrafrique qui a chassé Bozizé, prélude aux affrontements armés entre milices armées Séléka et anti-Balakat, a été provoqué parce que la Françafrique perdait des parts de marchés, notamment les contrats sur l'exploitation du pétrole récemment découvert. Le conflit « religieux » ainsi créé par le coup d'Etat françafrien a été le prétexte pour transformer l'opération Serval d'occupation militaire du Mali en opération Barkhane pour militariser toute la bande Saharo-Sahélienne et en Sangaris pour occuper militairement la République Centrafricaine, occupation émaillée par les scandales des viols d'enfants par la soldatesque des impérialistes français.

Voilà ce qu'évoque un partisan d'Ali Bongo pour expliquer l'opposition de l'impérialisme Français : "Ali ira chercher de nouveaux partenaires, mettant en concurrence des entreprises asiatiques ou nord-africaines avec les entreprises françaises. Il en sera ainsi dans le pétrole dont le Gabon est le quatrième producteur subsaharien, après le Nigéria, l'Angola et le Congo. Ainsi, dès 2009, le chinois Sinopec rachète Addax. Il suffit de voir la nationalité des entreprises qui prospectent actuellement au Gabon pour savoir qu'Ali Bongo cherche une réelle diversification. D'après le Trésor public français, "on recense la présence d'une dizaine de compagnies actuellement en phase d'exploration" et aucune d'elles n'est française. Il y a les entreprises chinoises Sino Gabon Oil and Gas et Sinopec Overseas, la sud-africaine Sasol, les américaines Forest Oil et Anadarko, l'australienne Sterling Oil, la canadienne Canadian national resources, qui a racheté les actifs de Pionner, la japonaise Mitsubishi Petroleum, la britannique Ophir et enfin l'indienne Oil India international. Ali Bongo veut que désormais 40% des recettes du pétrole restent au Gabon, contre 20% auparavant. Dans cet objectif, dès 2010, il crée "la Société nationale de pétrole, dénommée Gabon Oil Company (GOC), dont la vocation consiste à développer les participations de l'Etat gabonais dans le secteur pétrolier", affirme toujours le Trésor français, qui suit avec beaucoup d'intérêt tous ces changements pas forcément dans l'intérêt des entreprises françaises comme Total, Maurel et Prom. Rattachée à la Présidence de la république, et sous tutelle de la Direction générale des hydrocarbures, la GOC veille au grain, ou plutôt à l'or noir et au gaz. Aujourd'hui, la GOC commercialise directement sur les marchés internationaux 7 millions de barils par mois pour le compte de l'Etat gabonais.

Mais ce qui a le plus mis en rogne les groupes français, ce sont les contrôles fiscaux et le redressement qu'ils ont subis. Ainsi, en 2014, le fisc gabonais a réclamé quelques 805 millions de dollars à Total. Ce redressement a fortement détérioré les relations avec cette multinationale qui a bien sûr activé tout ce que la Françafrique compte en réseaux occultes pour résoudre le problème, y compris "à l'amiable" (Source : afrique.le360.ma).

C'est le parti Socialiste Français lui-même qui dévoile son parti pris anti-Bongo dans la crise post-électorale au Gabon comme le démasque, le 30 août 2016, Fanny Pigeaud : "Quelle mouche a piqué le Parti socialiste français ? Dimanche, le PS s'est invité dans l'élection présidentielle du 27 août au Gabon en prenant parti contre l'un des candidats, le président sortant Ali Bongo Ondimba, et ce bien avant la proclamation officielle des résultats, d'abord attendue mardi 30 août en fin d'après-midi puis différée. "Alors que les premières estimations indiquent que le président sortant Ali Bongo serait battu au profit de Jean Ping, la sérénité doit présider à l'issue du scrutin", professe le parti dans un communiqué aux accents paternalistes. "Le vote libre des citoyens est l'outil par lequel la démocratie s'exprime et l'alternance, quand ils le décident, doit fonctionner. Voilà pourquoi la démocratie doit triompher au Gabon comme c'est déjà le cas dans plusieurs États et ce mouvement doit s'amplifier. Voilà plus d'un demi-siècle que la famille Bongo gouverne le Gabon. Une alternance serait signe de bonne santé démocratique et un exemple". La perte de marchés de la part des Firmes Transnationales Françaises fait découvrir brusquement au PS Français ce fait singulier : la dynastie Bongo règne depuis des décennies sur ce pré-carré en voie de lui échapper. L'enjeu au Gabon est donc le délitement en cours de la Françafrique."

Roland Fodé Diagne
Septembre 2016